



**Commune de WATTRELOS**  
**Hôtel de Ville - Place Jean DELVAINQUIERE**  
**BP 30109**  
**59393 - WATTRELOS Cedex**

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de fournitures

---

**Achats de produits d'entretien ménager : produits d'entretien, articles  
à usage unique, accessoires et prestations associées**

Appel d'offres ouvert

En application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.












---

## **Règlement de la Consultation (R.C.)**

**Date limite de remise des offres :**

**18 août 2025 à 17h00**

## POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de Fournitures</p> <p><u>Objet</u> : Achats de produits d'entretien ménager : produits d'entretien, articles à usage unique, accessoires et prestations associées</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Commune de WAT'TRELOS Hôtel de Ville - Place Jean DELVAINQUIERE BP 30109 59393 - WAT'TRELOS Cedex</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 7 lots.</p> <p>Un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, reconductible tacitement 3 fois.</p>
	<p>Profil acheteur :</p> <p><a href="https://marchespublics596280.fr/">https://marchespublics596280.fr/</a></p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>Aucune négociation n'est prévue.</p>
	<p>Les informations concernant les <b>variantes</b> (lot 5) sont indiquées au sein du présent document.</p>
	<p>Les informations concernant les prestations supplémentaires éventuelles sont indiquées au sein du présent document.</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 39830000-9 : Produits de nettoyage</p>

## SOMMAIRE

---

ARTICLE 1.	DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1.	Objet de la consultation.....	4
1.2.	Codes CPV .....	5
1.3.	Durée.....	5
ARTICLE 2.	DOSSIER DE CONSULTATION .....	6
ARTICLE 3.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	6
3.1.	Procédure de passation .....	6
3.2.	Allotissement.....	6
3.3.	Renseignements complémentaires .....	7
ARTICLE 4.	PRESENTATION DE LA CANDIDATURE.....	7
4.1.	Dossier de candidature .....	7
4.2.	Sous-traitance .....	9
4.3.	Groupements d'opérateurs économiques .....	9
ARTICLE 5.	PRESENTATION DE L'OFFRE.....	9
5.1.	Présentation du dossier d'offre.....	9
5.2.	Variantes .....	11
5.3.	Prestations supplémentaires éventuelles .....	12
5.4.	Délai de validité.....	12
ARTICLE 6.	CRITERES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE .....	12
ARTICLE 7.	MODALITES DE REMISE DES PLIS .....	14
ARTICLE 8.	ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	15
ARTICLE 9.	FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE .....	15
ARTICLE 10.	METHODOLOGIES D'EVALUATION.....	16
ARTICLE 11.	FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE .....	16
ARTICLE 12.	VOIES DE RECOURS .....	16
ARTICLE 13.	LITIGES ET DIFFERENDS.....	16

## ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

### **RGPD :**

Les informations personnelles portées sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par la Ville de Wattrelos qui ne traitera ou n'utilisera vos données que dans la mesure où cela est nécessaire.

Vos informations personnelles seront conservées aussi longtemps que nécessaire à la bonne gestion de votre dossier. Pendant cette période, La Ville de Wattrelos met en place tous moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité de vos données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès à vos données personnelles est strictement limité au personnel chargé de gérer votre dossier.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de vos données ou encore de limitation du traitement. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, vous pouvez contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (plus d'informations sur [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

### **1.1. Objet de la consultation**

**Objet des fournitures :** Achats de produits d'entretien ménager : produits d'entretien, articles à usage unique, accessoires et prestations associées.

Le marché porte sur l'achat de produits d'entretien ménager : produits d'entretien, articles à usage unique, accessoires et prestations associées.

Les prestations associées consistent en des prestations de conseil, de réalisation des protocoles de nettoyage adaptés à chaque nature de site, de formation des agents d'entretien, ainsi que de la maintenance des systèmes de distribution et de dilution.

Le nombre total d'agents à former est actuellement de **274 agents**.

### **Lieu de livraison :**

Service de la Propreté des Bâtiments Communaux,  
95 rue François Mériaux,  
59150 WATTRELOS

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

### **Lot 1 “Produits entretien ménager généraux” :**

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à **71.000,00 € HT**.

### **Lot 2 “Produits d'entretien spéciaux” :**

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à **6.700,00 € HT**.

### **Lot 3 “Matériels et accessoires d'entretien ménagers généraux” :**

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à **36.000,00 € HT**.

**Lot 4 “Produits d'entretien ménagers HACCP” :**

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à **17.000,00 € HT.**

**Lot 5 “Matériels et accessoires d'entretien ménagers HACCP” :**

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à **17.000,00 € HT.**

**Lot 6 “Produits à usage unique” :**

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à **105.000,00 € HT.**

**Lot 7 “Sacs poubelles” :**

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à **28.000,00 € HT.**

**1.2.Codes CPV**

Le code CPV principal de l'accord-cadre est le suivant : 39830000-9 - Produits de nettoyage

Code(s) CPV secondaire(s) :

39830000-9 - Produits de nettoyage

24960000-1 - Produits chimiques variés

33760000-5 - Papier hygiénique, mouchoirs, essuie-mains et serviettes de table

**1.3.Durée**

**Pour l'ensemble des lots**

**→Durée :**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

La date de début de l'accord-cadre est prévue le **1 janvier 2026** ou le jour de la notification au(x) titulaire(x) si celle-ci intervient postérieurement au 1 janvier 2026.

La date de fin prévisionnelle de l'accord-cadre est prévue le 31 décembre 2026.

La durée de l'accord-cadre commence à courir à partir de la date de début prévue si la notification d'attribution est antérieure à cette date.

Si la notification a lieu après la date de début prévue, le marché commencera à la date de notification.

**→Délai de livraison :**

Le délai de livraison des bons de commande correspond au délai, en jours ouvrés, sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre.

**→Reconduction :**

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend **3 reconductions**. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 90 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION**

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://marchespublics596280.fr/>

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants :

- Règlement Consultation (RC)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- Annexe remise sur catalogue
- Annexe délai d'exécution ou livraison
- Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents de l'accord-cadre, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

## **ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **3.1. Procédure de passation**

Conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, le marché est passé par appel d'offres ouvert.

Conformément à l'article R. 2162-2 du code de la commande publique, l'accord-cadre mono-attributaire sera exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du même code.

### **3.2. Allotissement**

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

L'acheteur ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

### 3.3. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante : <https://marchespublics596280.fr/>

## ARTICLE 4. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE

### 4.1.Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement de commande, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

#### A. Composition du dossier de candidature

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères suivants :

N°	Capacité économique et financière du candidat	Lot
1	Le candidat justifiera par tout moyen à sa convenance de sa capacité économique et financière à réaliser les prestations objet du marché. Pour cela, il produira soit les DC1 et DC2 dûment complétés soit une déclaration concernant le chiffre d'affaires global portant sur les 3 derniers exercices disponibles et accompagnés des documents requis.	Tous les lots

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat	Lot
1	Les candidats devront présenter la liste des principales livraisons effectuées ou principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons seront prouvées par des attestations du destinataire ou à défaut par une déclaration du candidat.	Tous les lots
2	Le candidat devra fournir obligatoirement les échantillons listés à l'annexe du CCTP de chaque lot afin de pouvoir juger de la qualité du produit. L'absence d'échantillon entraînera l'irrégularité de l'offre.	Tous les lots
3	Les candidats devront démontrer qu'ils disposent des capacités techniques et professionnelles pour réaliser les prestations qui font l'objet du marché. A ce titre, chaque candidat devra présenter une note sur l'organisation de sa Société : le candidat devra présenter précisément son activité, son organisation interne lui permettant d'assurer les prestations, ses moyens humains dans le domaine concerné par le marché pour chacune des trois dernières années.	Tous les lots

En application des articles L. 113-13 et D.113-14 du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants :

- L'attestation de régularité fiscale ;
- Les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- Les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- Les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- Les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- Les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;

- L'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- Les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- La carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics ;
- Le certificat attestant la régularité de la situation au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail.

Si le candidat est une personne physique :

- L'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- L'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif « FranceConnect » mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

### **B) Transmission de la candidature avec le document Unique de Marché Européen (DUME) :**

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés aux articles R2142-3, R2142-4 et R2143-3 du code de la commande publique.

Le DUME doit être transmis par voie électronique (eDUME).

### **Marche à suivre pour compléter le DUME :**

- Rendez-vous sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
- Cliquez sur le bouton « entreprise »
- Cliquez sur « Créer un DUME »
- Complétez votre identifiant et votre pays et cliquez sur suivant.
- Parcourez le formulaire et répondez aux questions des différentes parties.
- Le pouvoir adjudicateur autorise le candidat à déclarer qu'il satisfait aux conditions de participation, sans fournir d'informations particulières sur celles-ci en application de l'article R2143-4 du code de la commande publique. Dès lors, à la question « **Je souhaite remplir les critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation** » répondez « non ».
- Si vous satisfaites à l'ensemble des critères de sélection, cochez la case correspondante.
- Après avoir complété l'entièreté du formulaire, cliquez sur 'Aperçu' pour visualiser le formulaire. Ensuite, cliquez sur « finaliser ». Vous pourrez exporter le DUME en format pdf ou XML.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition qu'ils confirment que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Les candidats devront donc fournir à l'appui du Document Unique de Marché Européen, les certificats des capacités économiques, financières et techniques mentionnés ci-dessus.



## 4.2. Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de cet accord-cadre.

## 4.3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

## ARTICLE 5. PRESENTATION DE L'OFFRE

### 5.1. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

N°	Description
1	Le mémoire technique
2	Le détail quantitatif estimatif Le document doit être dûment rempli par la personne habilitée à engager la société. Le document joint au dossier de consultation sera obligatoirement utilisé et dupliqué si une variante est proposée. Les prix doivent toujours être exprimés en euro.

-Compte-tenu de la nature de la consultation, les documents administratifs du dossier d'offre devront être envoyés de manière dématérialisée, tandis que les échantillons seront envoyés par la poste (cachet de la poste faisant foi) ou par coursier (contre attestation de dépôt). L'offre ne sera considérée comme complète et conforme que si les deux parties sont reçues.

L'attestation de dépôt ne saurait préjuger des suites données lors de l'analyse de l'offre et notamment de la conformité de l'envoi au regard des échantillons demandés.

-Il est recommandé de ne fournir que les documents correspondant précisément à l'offre ; l'abondance de documents n'étant pas considérée comme un gage de qualité.

Sont donc à proscrire les documents marketing et les présentations commerciales générales des sociétés, services et produits. Ce qui est attendu des candidats est une offre personnalisée et claire permettant de retrouver aisément les informations recherchées.

### → **Echantillons**

Le candidat devra fournir obligatoirement, à l'appui de son offre, les échantillons demandés figurant à l'annexe du CCTP de chaque lot.

L'acheteur se réserve le droit de demander des échantillons supplémentaires pour les articles non soumis à l'obligation d'en fournir et dont la fiche technique ne serait pas jugée suffisamment convaincante.

#### 1) Modalités d'envoi

Ces échantillons sont gratuits. En aucun cas, ils ne pourront être facturés par le candidat qui aura vu son offre retenue ou rejetée. Les frais d'acheminement des échantillons sont à la charge du candidat.

Les échantillons pourront être retirés par les candidats dont l'offre a été rejetée dans les deux mois à compter de l'attribution, faute de quoi ils seront la propriété de la commune.

Les frais de retour seront à la charge du candidat.

Ces échantillons devront parvenir à l'adresse suivante et **au plus tard le 18 aout à 17h00.**

→ Pour les lots 1, 2, 3, 6 et 7 :

Service de la Propreté des Bâtiments Communaux

95, Rue François Mériaux

59150 WATTRELOS

- Contacter Mr DUPONT Frédéric pour définir d'une date de livraison.

Tél : 06.08.96.29.40

Mail : frederic.dupont@ville-wattrelos.fr

Horaires : Du lundi au vendredi de 8h00-12h00 // 13h30-17h30

→ Pour les lots 4 et 5 :

Cuisine Centrale

475 rue du Sapin Vert

59150 WATTRELOS

- Contacter Mr DEMEESTER Julien pour définir d'une date de livraison.

Mail : julien.demeester@ville-wattrelos.fr

→ Mention : " ECHANTILLONS - Affaire Aff\_25-002 - Produits d'hygiène".

→ Les échantillons pourront être envoyés avant le dépôt de l'offre sur le profil acheteur.

Dans tous les cas, ils devront être envoyés impérativement avant la date limite de remise des offres (DLRO), cachet de la poste faisant foi.

## 2) Présentation des échantillons

→ Ceux-ci ne porteront aucune étiquette ou mention permettant d'identifier le candidat. Cependant, un bordereau à l'en-tête de l'entreprise sera joint, récapitulant tous les échantillons envoyés.

Chaque article sera étiqueté avec les numéros de lot et de poste figurant au BPU (1ère colonne), et sera accompagné de sa fiche technique.

→ Ces échantillons seront utilisés pour juger de la qualité des fournitures.

→ Les échantillons du candidat, dont l'offre a été retenue, seront conservés par le service des marchés à titre de référentiel contractuel pour la durée du marché.

### → **BPU incomplet - Tolérance zéro**

Dans le cas où le BPU valant DQE comporte des lignes vides par le candidat, son offre incomplète sera alors déclarée irrégulière.

La pièce financière doit être envoyée sous format excel ou calc sans modification de la structure du document (aucun ajout, suppression, fusion de colonne ou de ligne). Il est possible d'envoyer une copie de la pièce sous format pdf.

Il est recommandé de ne fournir que les documents correspondant précisément à l'offre ; l'abondance de documents n'étant pas considérée comme un gage de qualité.

Sont donc à proscrire les documents marketing et les présentations commerciales générales des sociétés, services et produits. Ce qui est attendu des candidats est une offre personnalisée et claire permettant de retrouver aisément les informations recherchées.

## 5.2. Variantes

**Lot 1 "Produits entretien ménager généraux"**

**Lot 2 "Produits d'entretien spéciaux"**

**Lot 3 "Matériels et accessoires d'entretien ménagers généraux"**

**Lot 4 "Produits d'entretien ménagers HACCP"**

**Lot 6 "Produits à usage unique"**

**Lot 7 "Sacs poubelles" :**

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces de l'accord-cadre.

En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

**Lot 5 "Matériels et accessoires d'entretien ménagers HACCP" :**

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire est autorisée :

Les variantes sont autorisées sur une partie des produits du BPU (balais - raclettes - manches)

Ces variantes **porteront sur la qualité** du produit proposé.

Le candidat qui présente une variante doit également remettre une offre entièrement conforme à la solution de base.

Une seule offre "variante" sera autorisée en plus de l'"offre de base".

### 5.3. Prestations supplémentaires éventuelles

L'accord-cadre ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

### 5.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 180 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

## ARTICLE 6. CRITERES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

L'acheteur attribue l'accord-cadre au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution de l'accord-cadre.

N°	Description	Pondération
<b>Lot 1 (Produits entretien ménager généraux), Lot 2 (Produits d'entretien spéciaux), Lot 3 (Matériels et accessoires d'entretien ménagers généraux), Lot 6 (Produits à usage unique), Lot 7 (Sacs poubelles)</b>		<b>100</b>
1	Prix	60
	<i>Règle de trois ; Note offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) * pondération du critère prix</i>	
2	Valeur technique	40
	<i>L'offre est jugée selon les sous-critères suivants :</i>	
2.1	Respect du descriptif	5
2.2	Fiche de sécurité	5
2.3	Fiche technique	5
2.4	Efficacité	15
2.5	Respect conditionnement et système de dosage	5
2.6	Label écologique	2,5
2.7	Affichage pictogrammes de sécurité sur bidons	2,5
<b>Lot 4 (Produits d'entretien ménagers HACCP)</b>		<b>100</b>
1	Prix	40
	<i>Règle de trois ; Note offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) * pondération du critère prix</i>	
2	Valeur technique	60
	<i>L'offre est jugée selon les sous-critères suivants :</i>	
2.1	Moyens humains, logistiques mise en œuvre	20
	<i>Ce critère sera analysé en fonction des éléments suivants :</i> <i>1) Moyens pour assurer l'accompagnement administratif et commercial (5 points)</i> <i>2) Moyens de logistique mis en place (5 points)</i> <i>3) Démarche engagée pour assurer les dépannages, délai d'intervention (5 points)</i> <i>4) Démarche engagée pour assurer le suivi des visites sur site et fréquence tout au long du marché (5 points)</i>	

2.2	Valeur technique des produits et accompagnement	25
	<i>Ce critère sera analysé selon les éléments suivants :</i> 1) Respect du descriptif, correspondance au BPU (5 points) 2) Qualité et performance des produits au regard des fiches techniques (5 points) 3) Qualité et performance des produits au regard échantillons fournis : a. Efficacité du produit (3 points) b. Facilité d'utilisation (1 point) c. Praticité, texture, odeur (1 point) 4) Formation et plan de nettoyage et de désinfection : a. Qualité du support de formation, contenu (3 points) b. Qualité du modèle de plan de nettoyage et de désinfection (2 points) 5) Qualité des fiches de données de sécurité et toxicité des produits (5 points)	
2.3	Performance en matière de développement durable	15
	<i>Ce critère sera analysé selon les éléments suivants :</i> 1) Démarche entreprise au sein de la société (5 points) 2) Démarche durable mise en place dans le cadre du marché (5 points) 3) Produits labellisés écologiques (5 points)	
<b>Lot 5 (Matériels et accessoires d'entretien ménagers HACCP)</b>		<b>100</b>
1	Prix	40
	<i>Voir Lot 4 (Produits d'entretien ménagers HACCP)</i>	
2	Valeur technique	60
	<i>L'offre est jugée selon les sous-critères suivants :</i>	
2.1	Moyens humains, logistiques mis en œuvre	10
	<i>Ce critère sera analysé en fonction des éléments suivants :</i> 1) Moyens pour assurer l'accompagnement administratif et commercial (5 points) 2) Moyens de logistique mis en place (5 points)	
2.2	Valeur technique des produits et accompagnement	35
	<i>Ce critère sera analysé selon les éléments suivants :</i> 1) Respect du descriptif, correspondance au BPU (5 points) 2) Qualité et performance des produits au regard des fiches techniques (5 points) 3) Qualité et performance des produits au regard échantillons fournis : a. Efficacité du produit (5 points) b. Facilité d'utilisation (ergonomie) (5 points) 4) Notation de la démonstration du matériel : a. Ergonomie (3 points) b. Conformité à l'utilisation (adapté aux surfaces à entretenir) (2 points) c. Facilité d'utilisation (système d'attaches) (2 points) d. Efficacité du lavage (3 points) 5) Formation aux techniques de nettoyage, qualité du support de formation, contenu (5 points)	
2.3	Performance en matière de développement durable	15
	<i>Ce critère sera analysé selon les éléments suivants :</i> 1) Démarche entreprise au sein de la société (7,5 points) 2) Démarche durable mise en place dans le cadre du marché (7,5 points)	

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, l'accord-cadre sera attribué au candidat présentant l'offre régulière économiquement la plus avantageuse du point de vue de l'acheteur.

Si une offre lui paraît anormalement basse, l'acheteur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

L'analyse du critère prix se fera sur la base du bordereau de prix unitaires (BPU) dûment complété par le candidat.

Les critères d'attribution définis pour un lot s'appliquent aux variantes qui y sont liées.

## **ARTICLE 7. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS**

Les plis doivent être remis au plus tard le 18 août 2025 à 17h00. Les plis déposés postérieurement à la date et heure limites seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

### **A. Transmission dématérialisée des offres**

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

#### **Les documents transmis doivent respecter les conditions suivantes :**

- Les prix doivent obligatoirement être arrondi à 2 chiffres après la virgule (à défaut, ce sera le logiciel marché qui arrondira de lui-même ; cet arrondi sera considéré comme l'offre définitive du candidat) ;
- Les **pièces financières** contractuelles (**DPGF et/ou BPU et/ou DQE**) demandées au titre de l'offre aux candidats doivent être :
  - **Complétées et remises sous format Excel (non modifié) et PDF ;**
  - **Datées, cachetées et signées ;**
- Les documents contractuels de l'offre doivent être transmis dans la mesure du possible **en noir et blanc** sous la **résolution 200\*200 dpi**.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://marchespublics596280.fr/>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1<sup>er</sup> octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

## **B. Copie de sauvegarde**

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, remettre, dans une enveloppe fermée, **une copie de sauvegarde** de sa candidature et de son offre sur support papier ou sur un support électronique (clé USB ou CD ROM). L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde devra comporter la mention « copie de sauvegarde » et devra être transmise dans les mêmes conditions de forme que l'offre électronique et impérativement avant l'expiration du délai de remise des offres à l'adresse suivante :

Commune de WATTRELOS  
Hôtel de Ville - Place Jean DELVAINQUIERE  
59393 WATTRELOS Cedex"  
A l'attention du service marché  
Objet de la consultation : "Achats de produits d'entretien ménager : produits d'entretien, articles à usage unique, accessoires et prestations associées"  
Avec la mention : « Copie de sauvegarde - Ne pas ouvrir par le service courrier »

Faute de respecter ces dispositions, la copie de sauvegarde sera rejetée et ne pourra pas être examinée en cas de défaillance dans la transmission de la candidature ou de l'offre électronique.

## **ARTICLE 8. ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE**

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion de l'accord-cadre et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire de l'accord-cadre de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

## **ARTICLE 9. FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE**

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R.2142-24 du Code la commande publique.

## **ARTICLE 10. METHODOLOGIES D'EVALUATION**

Les méthodologies d'évaluation des produits pour tous les lots sont annexées au CCTP.

## **ARTICLE 11. FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE**

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R.2142-24 du Code la commande publique.

## **ARTICLE 12. VOIES DE RECOURS**

Il peut être introduit :

- Un recours en référé précontractuel à l'encontre de la procédure de passation (articles L.551-1 et suivants du Code de la justice administrative) ;
- Un recours en référé contractuel (articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative), dans les 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat au Journal Officiel de l'Union Européenne ou dans les six mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ;
- Un recours en contestation de validité du contrat, sur le fondement de l'arrêt du Conseil d'État du 04/04/2014, n°358994 « Tarn et Garonne », dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicités appropriées.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## **ARTICLE 13. LITIGES ET DIFFERENDS**

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Lille  
Tél. : 03.59.54.23.42  
Fax : 03.59.54.24.45  
Courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Lille  
Tél. : 03.59.54.23.42  
Fax : 03.59.54.24.45  
Courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).